



PRÉFET DE LA RÉUNION

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité
et de la coopération intercommunale

Affaire suivie par : Marie GUIDON
Tél : 02 62 40 74 24
collectivites-locales@reunion.gouv.fr

Saint-Denis, le 30 OCT 2025

Lettre recommandée avec accusé
de réception n° 1A 206850 33629

Enregistré le :					
	T	CT		T	CT
D.G.S			Pôle Aménagement		
D.G.A Technique			Police Municipale		
D.G.A Epanouissement			Communication		
D.G.A Moyens			Cabinet		
Pôle Education			CCAS		
Pôle Ressources			CDE		
T=Traitement			CT=CO Traitement		

Le préfet de La Réunion
à
Madame le maire
Mairie de La Possession
10 rue Waldeck Rochet
BP 92
97419 La Possession

Objet : Recours gracieux

Réf. : - Délibération n° 21/août/2025 du 20 août 2025 : RIFSEEP – Modification de la base de calcul intérim
- Délibération n° 07/octobre/2023 du 12 octobre 2023 : Refonte du RIFSEEP – Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

Vous m'avez transmis, le 1^{er} septembre 2025, la délibération du 20 août 2025 référencée ci-dessus, portant modification de la base de calcul intérim.

Cette délibération vient compléter la délibération n° 07/octobre/2023 du 12 octobre 2023 transmise le 19 octobre 2023 relative à la refonte du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Votre délibération initiale du 12 octobre 2023, référencée ci-dessus prévoit, à la page 4, « l'ajout d'une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) Intérim » ainsi que les conditions d'attribution de cette indemnité.

L'article 2 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'État prévoit que : « le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions.

Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même corps ou statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- 1° Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception;
- 2° Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions;
- 3° Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel. »

L'IFSE est fondée sur la nature des fonctions occupées et la prise en compte de l'expérience professionnelle. Le CIA tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

Par conséquent, l'intérim n'ouvre pas droit à un complément d'IFSE en référence à l'IFSE versée au titulaire du poste. Seul le CIA pourrait bénéficier d'un abondement.

Par ailleurs, il ressort de la jurisprudence du Conseil d'État, arrêt du 2 mai 2025 n° 489628, que : « 6 : L'intérim résulte d'une décision spéciale par laquelle l'autorité compétente désigne une personne pour exercer à titre temporaire des fonctions sans que cette personne ait à remplir les conditions normalement exigées pour l'exercice de ces fonctions. Par suite, et conformément aux dispositions du décret du 20 mai 2014 citées au point 5, la personne qui est chargée de l'intérim du titulaire de fonctions ouvrant droit à l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) n'a pas droit, au titre et pour la durée de l'intérim, au bénéfice de cette indemnité. Il suit de là que la note attaquée a pu légalement prévoir qu'"" en cas d'intérim, le fait d'occuper une fonction pendant l'absence du titulaire ne permet pas de modifier le groupe de fonctions de l'agent chargé de l'intérim".

Cette décision du Conseil d'État confirme l'illégalité des actes contestés.

La délibération instituant un régime indemnitaire étant un acte réglementaire, de portée générale et impersonnelle, je vous demande, par conséquent, d'abroger, d'une part, les dispositions relatives à l'attribution de l'IFSE en cas d'intérim instaurée par la délibération du 12 octobre 2023 et d'autre part, la délibération du 20 août 2025 relative au RIFSEEP – Modification de la base de calcul intérim.

Je précise que le refus d'abroger engage la responsabilité de l'auteur de l'acte et est susceptible de recours devant la justice administrative.

Pour le préfet et par délégation
le sous-préfet de Saint-Paul



Philippe MALIZARD